colonisation et repentance

Et si on y ajoute la brutalisation permanente, la colonisation a été plus qu'une régression, un processus de décivilisation et d'ensauvagement qui n'en finit pas de libérer ses miasmes toxiques.

Si bénéfice il y a, c'est dans l'essence fondamentalement négative du colonialisme qu'il faut le chercher. Il est en effet encore heureux que la société algérienne n'ait pas subi l'épreuve coloniale en pure perte. Et qu'il y ait eu, après le choc de la conquête et l'éclatement de la société algérienne, et face à l'adversité coloniale, comme un coup d'accélérateur au processus de formation d'un Etat-nation moderne dont la société algérienne portait, du reste, déjà, les bases et les prémices. Là, est, peut-être alors, le «bébé» de «l'outrage» colonial. Faudrait-il pour autant s'en féliciter ou remercier «le violeur» ? Quant aux routes, ponts, barrages… — cette citadelle de la colonisation érigée avec le sang et la sueur des autochtones — ce ne sont, pour reprendre la célèbre formule de Kateb Yacine, que butins de guerre. Comme le furent jadis, pour l'Armée d'Afrique et la Monarchie de Juillet, les trésors de la Régence, les villes et les plaines algériennes, les silos des Hauts-Plateaux constantinois, les patrimoines des nombreuses tribus exterminées au cours des razzias…

Il y eut cependant, au cœur même du système colonial et durant la guerre 1954-1962, il faut le reconnaître et le dire haut et fort, des hommes et des femmes, fonctionnaires, politiques, scientifiques, journalistes, médecins, artistes, instituteurs, militaires…, qui ont osé braver le credo colonialiste pour montrer l'autre visage, le vrai visage de la France. Celui des Lumières et de cette Révolution qui clama à la face du monde que «tous les hommes naissent libres et égaux». Cette France qui reconnaîtra sa responsabilité envers les juifs livrés aux Nazis, celle qui refusera de faire une guerre illégale à l'Irak, cette France-là, c'est avec elle que les Algériens voudraient définitivement tourner la page en regardant haut pour construire l'avenir.

Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est en effet de tourner une bonne fois pour toutes, réellement, cette page sinistre de l'histoire franco-algérienne. Mais à quelles conditions ? **Pour les Algériens**, il ne s'agit pas de «visser le couvercle sur le puits» ni de faire table rase du passé. On ne peut en effet demander à un peuple d'effacer ou d'oublier les pages les plus tragiques de son histoire pour sacrifier au réalisme économique et politique.

Les leçons du passé sont utiles et toujours bonnes à prendre, enseignait Edmund Burke, ce politicien irlandais, philosophe de son état. Sinon sur quoi reposerait l'histoire des Algériens et quel serait le ciment de leur mémoire, celle qui leur permettra de conjurer les malheurs du futur et d'échapper aux répétitions funestes de l'histoire ? D'un autre côté pour être crédibles, les Algériens ne pourront échapper ad vitam æternam à leur propre travail de mémoire. Ils ne peuvent pas exiger de la France coloniale qu'elle fasse son mea-culpa, tout en laissant fermement vissé le couvercle sur le puits de leurs propres excès, dérives et autres vilenies.

Pour les Français, le passé colonial de leur pays, la guerre de dévastation méthodique implacable durant la phase d'occupation coloniale, livrée aux Algériens — contre la population elle-même avait rappelé en son temps Alexis de Tocqueville — la guerre de reconquête coloniale avec son lot de tortures, de châtiments collectifs, d'exécutions sommaires, de regroupement-déracinement de la population… tout cela c'est du passé. Comme la guerre des Gaules, les Arabes à Poitiers....

> ***Les révélations récurrentes de ces dernières années sur la torture, les exécutions sommaires collectives, l'utilisation du napalm – bidons spéciaux, disait-on –..., faites par des témoins crédibles ou par les acteurs de premier plan eux-mêmes, comme les généraux Massu et Aussaresses, ont été chaque fois accueillies dans l'opinion avec un mélange d'étonnement, d'incrédulité, de pudeur et d'agacement***

Les révélations récurrentes de ces dernières années sur la torture, les exécutions sommaires collectives, l'utilisation du napalm — bidons spéciaux, disait-on —…, faites par des témoins crédibles ou par les acteurs de premier plan eux-mêmes, comme les généraux Massu et Aussaresses, ont été chaque fois accueillies dans l'opinion avec un mélange d'étonnement, d'incrédulité, de pudeur et d'agacement. «Il faut oublier, arrêtons de ressasser, tout ça c'est du passé», répète-t-on à l'envi.

Point de débat donc. Ni sur la torture, ni sur la colonisation et les guerres ayant opposé les Algériens à la France coloniale. Pourquoi ce black-out ? Est-ce du fait que le passé colonial révèle de la République française si officiellement vertueuse, une facette inavouable ? Pas aussi irréprochable en effet cette République qui autorise et cautionne hors de la communauté nationale française, des pratiques en totale inadéquation avec les principes et les idéaux qu'elle était censée, au contraire, défendre et prodiguer. Inacceptable contradiction qui explique, sans doute, ce climat de dénégation collective et l'attitude d'évitement des Français, s'agissant de l'aventure coloniale algérienne de leur pays. Mais cela n'explique pas tout.

> ***Cette reconnaissance des facettes sombres de son passé, ce pas en direction des peuples qu'elle a jadis subjugués, ne signifierait pour la France ni humiliation, ni rabaissement, loin s'en faut. Au contraire, elle en sortirait grandie.***

Il y a aussi, et c'est sans doute la raison la plus importante, que les Français ne savent rien de ce qui s'est vraiment passé durant la conquête et l'occupation coloniale de l'Algérie, ni sur l'épouvantable tuerie de Sétif, ni sur les méthodes de «la pacification» et de la répression qui s'est abattue sur les Algériens durant leur guerre de Libération nationale et tout particulièrement au cours de cette année 1957 qui en fut le paroxysme. L'explication de cette ignorance est qu'on leur a, toujours, tout caché.

Au reste, pour les Français de 2012, regarder en arrière et remuer l'histoire, la démarche est plus que jamais improbable dans la conjoncture actuelle de déculpabilisation généralisée du Nord vis-à-vis du Sud. Une conjoncture où le «sanglot de l'homme blanc» n'est plus qu'un lointain souvenir, si tant est que «l'homme blanc» ait été, un jour, réellement pris de sanglots ou sincèrement tourmenté par le remords de la prédation coloniale.

Pour le réalisme, il ne s'agit pas de culpabiliser les Français vis-à-vis de faits répréhensibles dont ils ne sont pas responsables. Ni même de désigner les tortionnaires. La liste serait longue et l'on serait aussi embarrassé de choisir à qui, du pouvoir civil ou de la hiérarchie militaire de l'époque, irait mieux le chapeau. Du reste, les crimes de guerre de Jacques, Paul ou Marcel et ceux de bien d'autres tortionnaires patentés, sont depuis longtemps passés à la trappe de l'amnistie. Aussi, une loi sur la criminalisation du colonialisme et toutes les procédures judiciaires qu'elle implique devant des tribunaux algériens, n'a absolument aucun sens si ce n'est là aussi de faire mousser un orgueil national mal placé, de renflouer toutes les surenchères patriotardes et politiciennes et surtout d'empoisonner à jamais les relations franco-algériennes.

S'agissant de la moitié droitière de la classe politique française, prisonnière de considérations électoralistes, elle passe son temps à caresser dans le sens du poil de larges secteurs de l'opinion, nostalgiques de l'empire colonial français. La droite décomplexée, en phase ou en cheville avec des groupes de pressions électoraux, est même dans la surenchère nationaliste, en perpétuelle glorification du passé colonial français, valorisant la colonisation comme une entreprise de civilisation et de bienfaits au profit de peuples considérés comme inférieurs. Il n'y a rien à en attendre. Elle n'est pas près de verser une goutte de lubrifiant, une seule, dans les rouages des relations franco-algériennes.

Et l'Etat français qu'incarne aujourd'hui François Hollande, deuxième chef d'Etat français socialiste à fouler le sol de l'Algérie indépendante en cette fin d'année 2012 ? Il ne s'agit pas pour le président de la République française de se livrer à un quelconque exercice d'auto-flagellation. Ni de faire un acte de contrition que personne au demeurant ne réclame, mais le geste symbolique de reconnaître les torts faits à un peuple algérien impatient d'ouvrir une nouvelle page dans ses relations avec cette France à la fois si proche et si lointaine, une France certes encore détestée, mais en même temps adulée et admirée.

> ***Ce n'est pas trop demander à François Hollande qui incarne aujourd'hui la nation et l'état français. Car c'est bien un gouvernement français investi régulièrement de la confiance du peuple français, incarnant la pérennité de l'Etat français, nanti de «pouvoirs spéciaux» votés par la majorité de la représentation nationale française, qui ordonne à l'armée de livrer une guerre totale à une population miséreuse et sans défense.***

Ce n'est pas trop demander à François Hollande qui incarne aujourd'hui la nation et l'Etat français. Car c'est bien un gouvernement français investi régulièrement de la confiance du peuple français, incarnant la pérennité de l'Etat français, nanti de «pouvoirs spéciaux» votés par la majorité de la représentation nationale française, qui ordonne à l'armée de livrer une guerre totale à une population miséreuse et sans défense.

Une guerre où la torture, les exécutions sommaires collectives et les disparitions sont érigées en pratiques banalisées. Une guerre où les sévices, poussés à leur niveau extrême de cruauté, d'avilissement et de déshumanisation, sont infligés à des milliers d'Algériens traités comme des choses. Et cela, en vertu de ce principe — la responsabilité collective — que l'occupant allemand invoquait pour tailler dans la chair du peuple français, des «Ouradour», des «Tulle» et autres «Châteaubriant». C'est également au nom de l'Etat et du peuple français que furent commis durant la conquête et tout au long du passé colonial, les massacres de tribus entières, et les pires exactions ayant coûté la vie à des centaines de milliers d'Algériens innocents.

Stephen Harper, Premier ministre du Canada, avait présenté il y a quelques mois ses excuses aux «peuples premiers» pour les avoir dénaturés, déculturés en «tuant l'Indien dans l'enfant». Même l'Italie berlusconienne a fini par faire amende honorable en reconnaissant le mal fait aux Libyens. Pourquoi pas un geste en direction du peuple algérien, au nom de l'Etat français ? François Hollande qui a reconnu le massacre du 17 Octobre 1961 ne peut ignorer les centaines d'autres 17 Octobre qui ont ensanglanté l'histoire de l'Algérie durant 130 ans de colonisation et tout particulièrement durant ce XIXe siècle de compression de la population algérienne et de dévastation méthodique de son cadre de vie.

S'il venait à faire ce geste, François Hollande se grandirait, grandirait son pays, marquerait l'histoire de France du sceau de l'honneur et de la fidélité aux valeurs des Lumières et aux nobles principes de 1789.

Au demeurant, tout le monde y gagnerait. Ce geste de reconnaissance claire et sans détour des souffrances infligées au peuple algérien du fait de la colonisation et de la guerre de reconquête coloniale, serait en effet le prélude à une réelle refondation des relations franco-algériennes. Ce serait également le début d'une véritable réconciliation et d'une ère nouvelle où les communautés harki, juive et pied-noir, victimes malgré elles de l'histoire, trouveront enfin leur compte. Bien mieux, en tout cas, que dans l'atmosphère actuelle de compétition antagonique et victimaire.

Ce geste aiderait enfin, sans aucun doute, à atténuer dans le regard des Français, la méfiance encore chargée de ces représentations coloniales qui renvoient «les minorités visibles» à leur histoire et posent encore à la société française l'épineux casse-tête de l'intégration.

Cette reconnaissance des facettes sombres de son passé, ce pas en direction des peuples qu'elle a jadis subjugués, ne signifierait pour la France ni humiliation, ni rabaissement, loin s'en faut. Au contraire, elle en sortirait grandie. Elle conférerait encore plus de crédit à ses institutions, sa démocratie, sa vie politique et sa diplomatie. Son aura et son prestige international n'en seraient que plus grands.

B. A.

* Professeur de médecine, politologue, auteur de *l'Algérie en guerre Abane Ramdane et les fusils de la rébellion*, L'Harmattan 2008.